

COMMENT SURMONTER LA CRISE DU CORONAVIRUS : PROTÉGER LA SANTÉ – PRÉSERVER LES MOYENS DE SUBSISTANCE

PAPIER DE POSITION
DU PS SUISSE

Amendements 1 - 18



RÉSUMÉ DU PAPIER DE POSITION SUR LE CORONAVIRUS

La Suisse est un cas à part à bien des égards, mais, lorsqu'il s'agit de lutter contre une pandémie mondiale, ce particularisme n'a plus rien d'une qualité. Plus de 7000 personnes sont déjà mortes de la COVID dans ce pays. C'est à la fois honteux et tragique. La Suisse n'a pas réussi à se préparer à la deuxième vague, que ce soit sur le plan politique, institutionnel ou sanitaire. En outre, aucune mesure efficace n'a encore été prise pour endiguer la pandémie. La « voie suisse » relève donc de l'échec. En parallèle à cette situation, il y a urgence à agir.

Amortir les effets de la pandémie et donner une perspective aux personnes touchées sont des tâches essentielles pour un parti politique comme le PS Suisse. Le PS a également mis du temps à cerner l'impact et l'importance de la deuxième vague. Ne pas cerner immédiatement l'ampleur d'une pandémie mondiale est une chose, mais l'attitude des partis de droite est inacceptable ! Sous la pression des associations économiques et patronales, ils s'opposent activement à la lutte sanitaire contre la pandémie. Dans le même temps, ils empêchent les victimes économiques d'être correctement indemnisées. Ce comportement relève de l'échec politique total.

Dans cette prise de position, le PS se concentre sur la gestion immédiate de la crise du coronavirus et formule des revendications dans les quatre domaines clés que sont la santé, le travail, les services publics et le fédéralisme. Le nombre de personnes touchées doit diminuer rapidement et de façon durable, faute de quoi des milliers d'autres personnes mourront et des centaines de milliers de personnes perdront leurs moyens de subsistance. Parce qu'il ne doit pas y avoir de troisième ou de quatrième vagues.

Santé : la protection des personnes et de leur santé doit être le phare de toutes les décisions politiques, et non la limitation des prestations d'aide financière. L'un des échecs récurrents de la crise du coronavirus a été, et continue d'être, le manque d'écoute du monde scientifique et une attention bien trop marquée aux revendications des lobbies économiques et des intérêts politiques. Il n'y a pas de compromis à faire entre la santé et l'économie. Au contraire, le programme d'aide le plus efficace pour les entreprises, les salarié-e-s et les indépendant-e-s est la baisse du nombre de cas positifs et le désengorgement de nos hôpitaux. Les vies humaines ne peuvent être mises en balance avec l'argent.

Travail et économie : pour contenir la pandémie, l'économie et la vie publique seront soumises à de nouvelles restrictions. C'est regrettable, mais malheureusement inévitable. Même si cela n'est pas une évidence de prime abord, la fermeture d'industries et d'entreprises est un service rendu nécessaire pour la communauté. Elle sert à protéger la santé à court terme et à préserver les entreprises et les emplois à long terme. Il est essentiel que la Suisse mette à disposition les fonds nécessaires pour indemniser toutes les personnes et entreprises touchées par la crise du coronavirus. Quiconque a connu des difficultés financières sans en être responsable doit être dédommagé. En bref : fermer si nécessaire et compenser les fermetures rapidement et efficacement.

Service public : lorsque le pays s'est soudainement immobilisé en mars, la Suisse a applaudi de ses balcons toutes ces personnes sans lesquelles notre société ne fonctionnerait pas : infirmiers/ères, médecins, personnel postal, éboueurs/euses, chauffeurs/euses de bus, caissiers/ères de supermarché et bien d'autres encore – ils et elles ont dû continuer à se présenter à leur travail malgré le semi-confinement, souvent dans des conditions bien précaires. Beaucoup de ces professions ont un point commun : elles ne sont pas bien rémunérées et les conditions de travail sont souvent médiocres. Une amélioration est nécessaire de toute urgence. Les infrastructures publiques sont importantes sur le plan systémique et effectuent donc une mission de service public. Cela inclut des domaines qui ne sont pas encore reconnus comme un service public, à l'image de l'accueil extrascolaire.

A-1 : Parti Socialiste Fribourg

Amendement au Résumé, page 3, «Service public», 3^{ème} ligne, et Chapitre 3, page 11, en bas :

Demande : ajouter « pharmacies et leurs équipes » entre « médecin » et « personnel postal »

Exposé des motifs : Le PS doit reconnaître que les pharmacies publiques aussi, bien que ce soient des structures privées, ont montré leur mission essentielle de service public de proximité accessible sans rendez-vous et sont également restées ouvertes durant le confinement. Elles ont dû maintenir leur service longtemps sans aide logistique de la Confédération et des cantons, tout en faisant face à des défections de personnel en raison de la maladie. En outre, les pharmacies jouent un rôle décisif dans l'accès du public aux tests Covid (antigènes et anticorps) et permettront d'atteindre l'objectif de vaccination généralisée le plus rapidement possible. Et enfin, les assistant(e)s en pharmacie font partie également des professions de santé qui ne sont pas bien rémunérées.

Recommandation du Comité directeur : Acceptation.

A-2 : Parti socialiste neuchâtelois

Amendement au chapitre ou à la requête : Résumé du papier, chapitre « Service public »

Demande : ajouter avant « Une amélioration est nécessaire de toute urgence. » La logique de concurrence imposée par la LAMal a affaibli le service public et...

Recommandation du Comité directeur : Acceptation.

Institutions politiques : la crise du coronavirus et la lutte contre celle-ci dans les cantons ont impitoyablement mis en évidence les faiblesses du fédéralisme : patchwork de mesures, manque de coordination, de compétences et tergiversations dans l'action par crainte des coûts à supporter - le fédéralisme n'a pas permis le retour d'un niveau minimum de sécurité de planification pour la population et les entreprises. Le Conseil fédéral doit donc reprendre sa responsabilité de chef de file jusqu'à la fin de la crise du coronavi-

rus et appliquer des mesures uniformes, scientifiquement fondées et compréhensibles dans tout le pays. Il faut des règles fiables que la population puisse comprendre, accepter et suivre.

A-3 : Parti socialiste neuchâtelois

Amendement au chapitre ou à la requête : *Résumé du papier, chapitre « Institutions politiques »*

Demande : *ajouter après « la crise du coronavirus et la lutte contre celle-ci dans les cantons ont impitoyablement mis en évidence les faiblesses du fédéralisme.» Poussées par la concurrence, les autorités cantonales se trouvent réduites en temps normal à jouer le rôle d'organes d'exécution de la LAMal ; elles ne forment pas une entité portée par une vision commune et concertée, privant ainsi le système de la coordination politique dont il aurait besoin. Résultat :*

Recommandation du Comité directeur : *Rejet.*

Motif invoqué par le Comité directeur : *cet ajout est trop détaillé pour figurer dans le résumé. Il est justifié en termes de contenu, raison pour laquelle le Comité directeur recommande l'adoption de la requête identique A-4. Mais le résumé doit être aussi concis et ciblé que possible.*

INTRODUCTION : EN SUISSE, LA SITUATION LIÉE AU CORONAVIRUS EST INTENABLE : LES CHIFFRES DOIVENT BAISSER DURABLEMENT !

En ce début d'année 2021, la situation liée au coronavirus, en Suisse, est très mauvaise. Il n'y a guère d'autre pays où l'on déplore un nombre plus élevé de cas et de décès. Rien que depuis le début de l'automne 2020, plus de 5000 personnes sont décédées des suites d'une infection au coronavirus. La Suisse a échoué politiquement, institutionnellement et du point de vue du système de santé à se préparer à la deuxième vague – dont elle avait été avertie plusieurs mois avant son déferlement.

Après la première vague de la pandémie, la croyance était répandue en Suisse que tout, une fois de plus, avait été fait correctement. Le sentiment que la Suisse pouvait dompter le coronavirus a été fatal pour la préparation à la deuxième vague. Notre pays, habitué à suivre les crises et les catastrophes mondiales depuis une position d'observateur neutre, a cru une fois de plus qu'il allait être épargné. Un dangereux mélange d'arrogance et de complaisance à se penser comme un « cas particulier » s'est répandu dans la classe politique et la société. Au printemps, aucun pays européen n'a relâché les mesures plus tôt et plus largement que la Suisse. Et aucun pays ou presque n'a retardé plus longtemps les nouvelles restrictions à l'automne. Même si le nombre de cas a explosé en octobre et en novembre, de grandes parties de notre pays semblaient peu disposées à en prendre acte. Le choc s'est produit plus tard, lorsque le désastre ne pouvait plus être ignoré. Aujourd'hui, il est clair que l'« approche suisse » a échoué. La Suisse est un cas particulier à bien des égards. Mais elle ne saurait l'être lorsqu'il s'agit de lutter contre une pandémie mondiale. Il faut espérer que le choc sera salutaire : l'arrogance de la Suisse, qui prétend toujours tout savoir et tout faire mieux que le reste du monde, s'est révélée un obstacle dangereux dans la lutte contre la pandémie.

Lorsque cette crise sera derrière nous, une autre caractéristique de la Suisse devra elle aussi être analysée de manière critique : le fédéralisme. Le principe consistant à régler et à trancher le plus grand nombre possible de questions de la vie quotidienne sur une base décentralisée présente de nombreux avantages. Cependant, le fédéralisme n'est pas bon pour lutter contre une crise sanitaire mondiale. Premièrement, un virus se moque bien des frontières cantonales : dans la petite Suisse, le fait que les règles changent tous les quelques kilomètres n'a aucun sens et nuit à leur acceptation par la population. Deuxièmement, il y a simplement un manque de compétences décisionnelles : si même les grandes puissances sont (déjà) débordées par la crise du coronavirus, on n'ose pas imaginer ce qui se passe dans les cantons où, par exemple, le poste de médecin cantonal est un poste à temps partiel. Troisièmement, le fédéralisme s'est révélé être un bras de fer général. Aucun canton ne voulait être le premier à bouger tant qu'il devait en supporter les frais. L'enseignement à tirer est limpide : dans une crise de cette ampleur, la Confédération doit prendre la barre.

A-4 : Parti socialiste neuchâtelois

***Demande :** compléter « Cependant, le fédéralisme n'est pas bon pour lutter contre une crise sanitaire mondiale. » par, surtout quand la concertation et la coordination entre les cantons ne sont pas fortement ancrées dans la pratique en temps normal. Cette absence de coordination et de concentration est malheureusement aujourd'hui la règle, à cause de la LAMal qui a progressivement réduit les cantons à de simples organes d'exécution, qui ne peuvent inventer des systèmes coordonnés de régulation en urgence lorsque la crise survient.*

***Recommandation du Comité directeur :** Acceptation.*

A-5 : Parti socialiste neuchâtelois

***Amendement au chapitre ou à la requête :** Introduction, 3ème paragraphe*

***Demande :** Ajouter après « L'enseignement à tirer est limpide : dans une crise de cette ampleur » et faute d'une pratique éprouvée de la coordination intercantonale,*

***Recommandation du Comité directeur :** Acceptation.*

Enfin, la classe politique doit elle aussi se remettre en question de manière critique. L'auto-dissolution de la représentation du peuple, en mars, n'a pas été un haut fait du parlementarisme. En décembre, la déclaration solennelle du Conseil national sur le remplissage autorisé des télécabines n'en a pas été un non plus. Le PS a lui aussi commis des erreurs au cours de la crise. Pendant trop longtemps, nous n'avons pas non plus voulu reconnaître la force avec laquelle la deuxième vague allait nous frapper. Cependant, le fait que les partis bourgeois, en particulier l'UDC et le PLR, aient activement empêché et continuent d'empêcher la prise de mesures efficaces sous la pression des associations économiques doit être considéré comme un échec politique total. Plus grave encore : non seulement les partis de droite se sont opposés à l'endiguement de la pandémie, mais encore ils ont empêché que les personnes économiquement touchées ne soient indemnisées de manière appropriée.

Telles sont quelques-unes des raisons pour lesquelles la situation actuelle est mauvaise, sans toutefois être désespérée. La Suisse pourrait triompher du coronavirus. Elle l'a prouvé au printemps. La vague de solidarité qui a déferlé dans toute la société lors de la première vague a été émouvante et impressionnante. Pour cela, le peuple suisse mérite un grand merci ! Ce remerciement inclut explicitement les personnes sans passeport suisse, sans lesquelles tant le système de santé que le service public n'auraient pas pu fonctionner pendant la crise.

On sait maintenant quelles mesures il faut appliquer pour réduire le nombre de cas de manière rapide et durable. Le nombre de cas doit en effet non seulement diminuer rapidement, mais aussi rester durablement faible. Si cela nécessite de nou-

velles restrictions dans la sphère économique et dans la vie publique, c'est regrettable, mais malheureusement inévitable. Parce qu'il ne doit pas y avoir de troisième vague ni de quatrième vague !

Aujourd'hui, beaucoup trop de personnes sont déjà mortes, beaucoup trop de personnes vont souffrir de problèmes de santé durables et beaucoup trop de personnes sont confrontées à la ruine économique. Et ne l'oublions pas : dans ce contexte de crise liée au coronavirus, les professionnel-le-s de la santé abattent un immense travail, et cela depuis des mois. De nombreuses personnes travaillant dans le secteur des soins de santé ont aujourd'hui elles-mêmes atteint leurs limites, et les appels à l'aide des hôpitaux et des établissements médico-sociaux se multiplient. C'est aussi pour protéger la santé des travailleurs et des travailleuses de la santé que le nombre de cas doit être réduit rapidement et durablement.

Dans ce qui suit, nous présentons nos revendications dans les quatre domaines que sont la santé, le travail, le service public et le fédéralisme. Dans le présent document, nous ne commentons délibérément pas les mesures détaillées. Nous laissons cela aux expert-e-s et aux décideurs/euses élu-e-s. Même si, après un an de pandémie mondiale, les mesures qui permettent de réduire le nombre de cas sont en principe connues. En revanche, nous considérons que notre principale tâche, en tant que parti politique, est d'amortir les effets de la pandémie de coronavirus et de donner une perspective aux personnes touchées.

1. SANTÉ : DANS CETTE CRISE, LA PRÉSERVATION DE LA SANTÉ EST LA PRIORITÉ ABSOLUE

Rappelons-nous un mantra (maître mot) du camp bourgeois depuis le début de la crise liée au coronavirus : les mesures visant à endiguer la pandémie ne doivent pas être appliquées au détriment de l'« économie ». Pas plus tard qu'à la fin du mois d'octobre, le ministre des Finances, Ueli Maurer, affirmait encore que la Suisse ne pouvait pas dépenser plus d'argent pour combattre le coronavirus. Comme si des vies humaines pouvaient être mises en balance avec de l'argent. Et comme si l'endiguement de la pandémie coûtait beaucoup. Au bout du compte, il est beaucoup plus coûteux de laisser la pandémie faire rage et de réparer les dégâts ensuite.

Au début du mois de novembre, 60 économistes ont écrit une lettre ouverte sans équivoque au Conseil fédéral : *« Il semble y avoir une incompréhension profonde et généralisée de l'impact économique de la pandémie de Covid-19. Souvent, les coûts d'un lock-down sont invoqués comme arguments, des coûts qui présupposent un compromis entre l'économie et la santé. À notre avis, et surtout pour la situation épidémiologique dans laquelle se trouve la Suisse actuellement, cette dichotomie n'a pas lieu d'être : il n'y a pas de conflit d'objectifs. »*

Et la Science Task Force s'est elle aussi exprimée en ce sens le 14 novembre : *« La réduction rapide du nombre de cas est également importante d'un point de vue économique. (...) Les preuves empiriques de la première vague ont montré que les économies natio-*

nales appliquant des mesures moins strictes sont au moins aussi touchées économiquement et ont davantage de décès à déplorer. »

A-6: Nicola Siegrist (Geschäftsleitung), Ronja Jansen (Vizepräsidium), Muriel Günther (Geschäftsleitung), Fabio Oberle (JUSO), Nadia Kuhn (JUSO), Julia Baumgartner (JUSO), Darius Boozarjomehri (JUSO), Mathilde Mottet (KoKo), Hannah Pfalzgraf (JUSO), Andrea Simonett (JUSO)

Forderung: Ergänzung nach dem dritten Absatz („...Todesfälle zu beklagen haben.“)

Offensichtlich sah dies die politische Führung der Schweiz anders und entschied, die profitorientierte Wirtschaft über die Gesundheit der Bevölkerung zu stellen. Aus Angst vor ausbleibenden Profiten wurden die vorgeschlagenen Massnahmen nicht umgesetzt. Ausserdem setzten die Massnahmen immer zuerst dort an, wo es die Wirtschaft weniger schmerzt, nämlich bei den Freizeitaktivitäten, obwohl auch am Arbeitsplatz ein hohes Risiko für Ansteckungen besteht.

Begründung: Nach einer kurzen Phase der politischen Orientierungslosigkeit hatten die Rechtsbürgerlichen Parteien und die Wirtschaftsverbände entschieden, wo ihre Prioritäten lagen: beim Aufrechterhalten der Gewinne. Dies zeigte sich sowohl bei den risikoreichen verfrühten Öffnungsschritten wie auch bei der Weigerung, sich im Herbst zu gesundheitspolitischen Massnahmen zu bekennen. Lohnabhängige wurden trotz Gesundheitsrisiko zur Arbeit vor Ort gezwungen und die SVP fordert bis heute, dass die meisten Massnahmen aufgehoben werden sollen. Dies zeigte sich auch in den Massnahmen, welche die Mehrheit des Bundesrats jeweils zuerst verhängte: sie betrafen mehrheitlich das Freizeitleben. Das Recht auf Homeoffice oder notfalls bezahlte Ferien kam jeweils erst ganz am Schluss. Dies bedeutet nicht, dass die Regeln in der Freizeit nicht notwendig waren oder sind, aber es zeigt, wo in einer kapitalistischen Wirtschaft die Prioritäten gesetzt werden.

Recommandation du Comité directeur : acceptation moyennant quelques modifications. « Manifestement, la majorité bourgeoise, menée par les associations économiques, a vu les choses d'un autre œil et a décidé... »

Motif invoqué par le Comité directeur : nous devrions indiquer clairement qui est responsable des (non-)décisions de ces derniers mois. C'est la majorité bourgeoise qui siège au Conseil fédéral, au Parlement et dans la plupart des cantons.

Le PS partage et soutient cette position – mais avec un important ajout : il est impératif que les personnes et les entreprises touchées par les mesures visant à contenir la pandémie de coronavirus soient indemnisées rapidement et généreusement (pour en savoir plus, voir le chapitre 4).

L'un des manquements récurrents dans ce contexte de crise liée au coronavirus a été et continue d'être le fait que l'on n'écoute pas assez la science et que l'on donne trop de poids aux lobbies et aux intérêts politiques. Il faut mettre un terme à cela ! En ce qui con-

cerne la stratégie de vaccination en particulier, il est nécessaire de mettre en place une politique et une communication fondées sur des données étayées par des analyses factuelles et scientifiques. L'objectif doit être de vacciner un maximum de personnes dans un délai aussi court que possible. Les personnes qui veulent être vaccinées devraient avoir le droit de l'être. C'est la seule façon de lutter efficacement contre le coronavirus. L'histoire nous apprend que les vaccinations constituent un grand progrès et évitent infiniment de souffrances. Pour convaincre les sceptiques des avantages de la vaccination, l'information et la sensibilisation sont nécessaires. En effet, la vaccination contre le coronavirus est un acte de solidarité : elle protège les plus vulnérables et ouvre la voie à un retour à la « normalité » pour chacune et chacun d'entre nous. Le PS est convaincu qu'un niveau élevé de couverture vaccinale de la population peut être atteint grâce à un travail de sensibilisation et d'information reposant sur des bases scientifiques.

Par conséquent, le PS exige ceci : c'est la protection des personnes et de leur santé qui doit guider les décisions politiques, non l'évitement des indemnisations.

- 1) Si c'est nécessaire d'un point de vue épidémiologique, les entreprises et les secteurs économiques doivent être **fermés sans délai et, pour cette raison même, faire l'objet d'une indemnisation rapide et complète.**
- 2) Les cantons doivent **enfin développer** leurs **capacités en matière de dépistage et de traçage ainsi qu'établir une véritable stratégie qui permette également le « traçage inversé » (« *Backward Tracing* »)**. La Confédération doit fixer des objectifs contraignants, les revoir et imposer des sanctions aux cantons qui manquent à leurs obligations. En particulier, la Confédération doit promouvoir de vastes campagnes de tests pour détecter les cas non repérés, comme celles menées par les Grisons.
- 3) Afin de contenir la propagation du virus, il est nécessaire d'effectuer un maximum de tests. On ne peut pas tester « trop ». **C'est pourquoi les tests de dépistage du coronavirus doivent être gratuits pour tou-te-s, que les symptômes soient perceptibles ou non.**
- 4) Le public a **droit à une vaccination contre le coronavirus**. En particulier, les personnes qui exercent des « professions à haut risque », impliquant beaucoup de contacts avec la clientèle ou le public, et qui n'ont pas la possibilité de travailler à domicile devraient pouvoir se faire vacciner en priorité. **La Confédération et les cantons doivent immédiatement assurer les capacités de vaccination nécessaires et, par des informations et des incitations, faire en sorte qu'un maximum de personnes soient vaccinées dans les meilleurs délais.** Le PS se félicite donc expressément de la gratuité des vaccinations pour la population.
- 5) Les **concepts de protection sur le lieu de travail** doivent être revus et appliqués avec plus de rigueur. **Les organes cantonaux d'inspection du travail doivent être renforcés** en termes de personnel, comme l'exige l'Organisation internationale du travail (OIT) des Nations unies : il faut 1 inspecteur/trice du travail pour 10 000 emplois.

- 6) Pour de nombreuses personnes, la pandémie et l'isolement ont de graves effets psychologiques. Selon une étude de l'Université de Bâle, le stress mental a augmenté de manière significative, surtout lors de la deuxième vague. **L'impact de la pandémie sur la santé mentale** doit être surveillé de près. Les services de conseil à bas seuil doivent être étendus pour offrir un point de contact aux personnes ébranlées par la pandémie.
- 7) Il y a également un risque d'augmentation de la violence domestique exercée contre les femmes. **Les programmes de protection contre la violence** doivent donc être étendus et rendus plus (facilement) accessibles.
- 8) On ne sait pas encore grand-chose sur les effets à long terme du coronavirus. **La Suisse doit intensifier la recherche sur le « long covid » et soutenir les personnes concernées.** Cela va des programmes de réhabilitation à la prévention de la discrimination des malades atteints de « long covid » dans le cadre de l'assurance-maladie, en passant par des ajustements des systèmes de sécurité sociale. En outre, la sensibilisation et l'information de la population sur les dommages à long terme doivent être intensifiées.
- 9) La lutte contre la pandémie de coronavirus est une tâche mondiale. La Suisse doit donc **augmenter substantiellement et unilatéralement sa contribution à l'Organisation mondiale de la santé (OMS).** Aujourd'hui, la Suisse verse une contribution volontaire supplémentaire de 7,5 millions de francs par an en plus de sa contribution obligatoire. Des pays comparables, comme la Suède ou la Norvège, versent des montants bien supérieurs.
- 10) Le nationalisme vaccinal des pays riches au détriment des pays pauvres serait un fiasco humanitaire. C'est pourquoi la **Suisse** doit œuvrer, **au sein de l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI Alliance) et dans le cadre de l'initiative mondiale « Covid-19 Vaccine Global Access » (COVAX), pour garantir une distribution équitable des vaccins.**

A-7: Nicola Siegrist (Geschäftsleitung), Ronja Jansen (Vizepräsidium), Muriel Günther (Geschäftsleitung), Fabio Oberle (JUSO), Nadia Kuhn (JUSO), Julia Baumgartner (JUSO), Darius Boozarjomehri (JUSO), Mathilde Mottet (KoKo), Hannah Pfalzgraf (JUSO), Andrea Simonett (JUSO)

Forderung: Änderung bei Forderung 9 („Ein Impf-Nationalismus auf Kosten der...“)

Der Impf-Nationalismus der reichen Länder auf Kosten der armen Länder ist ein humanitäres Fiasko.

Begründung: Die SP muss hier Klartext sprechen. Die massive Ungleichheit bei der Impfstoffverteilung ist kein Problem der Zukunft, sondern bereits heute Realität. Die WHO hat kürzlich Zahlen veröffentlicht, welche dies klar zeigen: die Länder des globalen Nordens haben sich bereits jetzt so viele Impfdosen gesichert, dass sie ihre Bevölkerung mehr als einmal impfen könnte, während die Länder des globalen Südens noch jahrelang werden warten müssen.

2. TRAVAIL ET ÉCONOMIE : PRÉSERVER LES EMPLOIS, GARANTIR LE POUVOIR D'ACHAT, STABILISER LA CONJONCTURE

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la mesure la plus efficace pour protéger les emplois, les revenus et les entreprises consiste à contenir la pandémie et à réduire le nombre de cas. La fermeture de secteurs économiques et d'entreprises est un service que l'on rend à la collectivité. À court terme, elle sert à protéger la santé. À long terme, elle sert à préserver les entreprises et les emplois. Ce service rendu à la collectivité doit bien sûr être indemnisé, et cela de manière efficace, afin d'éviter les faillites. C'est pourquoi la classe politique doit cesser de penser en termes de cas de rigueur et d'examen au cas par cas. Nous ne sommes pas dans une situation où la majeure partie de l'économie fonctionne normalement et où il faudrait absorber quelques « cas de rigueur ». Fermer lorsque c'est nécessaire et compenser les pertes rapidement et efficacement – telle doit être la stratégie. Et sans bureaucratie de contrôle coûteuse et pesante. Les abus peuvent toujours être détectés et sanctionnés après coup au moyen de contrôles ponctuels.

A-8: Muriel Günther (Geschäftsleitung), Ronja Jansen (Vizepräsidium), Nicola Siegrist (Geschäftsleitung), Fabio Oberle (JUSO), Nadia Kuhn (JUSO), Julia Baumgartner (JUSO), Darius Boozarjomehri (JUSO), Mathilde Mottet (KoKo), Hannah Pfalzgraf (JUSO), Andrea Simonett (JUSO)

Forderung: Ergänzung nach dem ersten Absatz („...aufgedeckt und sanktioniert werden.“)

Die Forderung nach Unterstützungsleistungen an Kleinbetriebe versteht sich hierbei ganz klar Mittel zum Zweck: Im Zentrum der Sozialdemokratie steht nach wie vor der Mensch und nicht die private Wirtschaft. Jedoch ist sich die SP bewusst, dass das klassische Lohnabhängigkeitsverhältnis immer weniger als Regel angesehen werden kann – Scheinselbstständigkeits, Eigenausbeutung in der «wirklichen» Selbstständigkeit und ungeregelte Arbeitsverhältnisse betreffen einen steigenden Teil der Bevölkerung. Für diese Menschen müssen wir uns einsetzen – Besitzende von grösseren Unternehmen und Menschen mit wesentlichem Kapitalbesitz haben schliesslich bereits die Rechtsbürgerlichen als Verbündete.

Begründung: Eine Partei, die eine Umfrage unter 400 KMUs durchführt, aber nicht bei deren Angestellten, scheint einen guten Teil ihres Zielpublikums mit jenem der FDP zu verwechseln. Die Annahme dieses Antrags ist ein Bekenntnis zu den arbeitenden Menschen in dieser Gesellschaft und zeigt, dass die SP ihre Wurzeln und ihre Basis nicht vergisst. Die Besitzenden einer Unternehmung mit 250 angestellten Lohnabhängigen vertreten andere Interessen als ihre Angestellten. Der Positionsbezug zugunsten der Seite der Angestellten muss im Kontext der sonstigen Formulierungen im Analyseteil klargestellt werden.

Cela dit, une fermeture imposée place bien évidemment de nombreuses entreprises dans une situation difficile. Un sondage mené par le PS auprès de plus de 400 PME montre que les effets de la crise du coronavirus vont au-delà des conséquences immédiates des fermetures d'entreprises. Selon cette enquête, le problème le plus courant est le suivant : bien que les entreprises aient été autorisées à rester ouvertes, elles ont (malgré tout) connu une baisse de la clientèle et de leur chiffre d'affaires. Par ailleurs, des problèmes de livraison avec les fournisseurs et des absences de collaborateurs/trices en raison d'obligations liées à des tâches de prise en charge de proches ont été fréquemment signalés.

Cela montre l'ampleur des problèmes que la pandémie de coronavirus entraîne. Au printemps, la Suisse a réagi rapidement et correctement en matière d'aide financière. Malheureusement, l'espoir – dans lequel nous vivons à cette époque – que tout serait fini après quelques mois s'est toutefois révélé une illusion. Le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) est en grande partie responsable de cette erreur d'appréciation. Pendant des mois, la direction du SECO a été prisonnière de son corset de pensée néo-libérale et est restée inactive et incapable de trouver des solutions créatives et efficaces. Combinée à un ministre de l'économie faible et à des cantons dépassés par les événements, cette paralysie a conduit des centaines de milliers de personnes touchées à devoir attendre beaucoup trop longtemps pour être indemnisées. Les PME et les indépendant-e-s, en particulier, ne pouvaient guère espérer de soutien de la part du SECO, alors même que de grandes entreprises, comme Swiss, étaient sauvées grâce à des trains de mesures taillées pour elles.

Nous savons aujourd'hui que les personnes touchées auront besoin d'un soutien durable, jusqu'à la fin de la pandémie et au-delà. Et au lieu de solutions sectorielles et de mesures individuelles (au cas par cas), ce qu'il faut, c'est un système de soutien solide et dûment planifié pour toutes les personnes et les entreprises qui, du fait de la crise liée au coronavirus, ont dû cesser leurs activités, ont enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires ou ont subi d'autres dommages économiques sans que ce soit dû à une faute de leur part.

L'objectif est de préserver le plus grand nombre possible d'emplois et d'entreprises, faute de quoi la reprise économique, après la crise, sera encore plus difficile. Un autre but est de maintenir les revenus et, donc, le pouvoir d'achat. D'une part, du point de vue des personnes touchées, parce que les factures, le loyer et les primes de caisse-maladie doivent être payés même pendant la crise. D'autre part, d'un point de vue économique, parce qu'un effondrement de la demande intérieure aggraverait encore la crise. En termes de politique financière, l'aide d'urgence est beaucoup moins coûteuse que l'acceptation de faillites – qui génèrent des dizaines de milliers de chômeurs et une augmentation de l'aide sociale en raison de la sous-activité.

C'est pourquoi le PS soutient le concept d'assurance générale du revenu (AGR). L'AGR couvrirait tous les risques liés au chômage involontaire, quelle qu'en soit la cause (perte d'emploi, maladie, incapacité de travail, etc.). Et l'AGR comblerait des lacunes importantes (indemnités journalières en cas de maladie, prestations complémentaires pour les familles à faible revenu, inclusion des travailleurs/euses indépendants). Le système d'assurance-chômage (AC) existant, qui se concentre sur la carrière professionnelle « classique » à plein temps, s'est révélé d'une utilité pratique limitée dans le contexte de la crise liée au

coronavirus. Ceux qui ont une carrière professionnelle atypique, sans emploi fixe ou permanent, passent à travers les mailles du filet. Les travailleurs/euses autonomes (ou intermittent-e-s) ou indépendants ne sont également assurés que dans une mesure limitée par l'AC. L'assurance générale du revenu est une idée qui fait l'objet de discussions depuis plusieurs années. Après la crise du coronavirus, il est temps de transformer les discussions en un projet de réforme concret.

Depuis le début de la crise liée au coronavirus, le PS a déjà obtenu des succès contre la résistance longtemps acharnée des partis de droite et du lobby des grandes entreprises.¹ L'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT) a été étendue et augmentée pour les personnes à bas salaire. L'aide a été élargie aux travailleurs/euses indépendants directement et indirectement concernés et la période d'indemnisation des chômeurs/euses a été prolongée. En outre, grâce à l'engagement du PS, l'entrée en vigueur des nouvelles prestations transitoires a pu être avancée de six mois. Bien sûr, il y a aussi eu des revers. Ainsi, après des mois d'immobilisme, le camp bourgeois a sabordé le compromis sur l'exonération partielle des frais de loyer. Finalement, le soutien financier apporté aux crèches est lui aussi encore insuffisant.

Il est vrai que la Suisse a soutenu les personnes touchées lors de la première phase. Le fait que le Conseil fédéral ait mis à disposition un paquet d'aide de 40 milliards de francs dès le 20 mars était déjà presque historique. Malheureusement, le camp bourgeois n'a pas encore réalisé que davantage d'argent public – et ce sur une plus longue période – serait nécessaire. Ici, une chose est claire : la Suisse a les moyens d'amortir les conséquences économiques de la crise liée au coronavirus. Premièrement, la Confédération a dégagé des milliards d'excédents ces dernières années, dont plus de 20 milliards rien que depuis 2010. Quand, sinon dans le contexte d'une « crise du siècle », doit-on dépenser l'argent économisé en période de prospérité ? Deuxièmement, compte tenu de la faiblesse record du taux d'endettement de la Suisse, en comparaison internationale, un nouvel endettement ne présente aucun risque. Plus encore : en période de taux d'intérêt négatifs, s'endetter est même une activité avantageuse pour les pouvoirs publics. Si la Suisse devait contracter de nouvelles dettes, comme presque tous les autres pays, cela permettrait également d'alléger la pression sur le taux de change du franc.

A-9: Nicola Siegrist (Geschäftsleitung), Ronja Jansen (Vizepräsidium), Muriel Günther (Geschäftsleitung), Fabio Oberle (JUSO), Nadia Kuhn (JUSO), Julia Baumgartner (JUSO), Darius Boozarjomehri (JUSO), Mathilde Mottet (KoKo), Hannah Pfalzgraf (JUSO), Andrea Simonett (JUSO)

Forderung: streichen im letzten Absatz („Wann, wenn nicht in einer Jahrhundertkrise“) und ersetzen durch

Streichen: Erstens hat der Bund in den letzten Jahren Milliarden Überschüsse erzielt, alleine seit 2010 über 20 Milliarden. Wann, wenn nicht in einer Jahrhundertkrise, soll das in guten Zeiten gesparte Geld ausgegeben werden?

¹ La liste détaillée de toutes les interventions et de tous les succès du PS depuis le début de la crise liée au coronavirus est disponible ici : <https://tsuери.cloud/s/2LpbkNjBLwyrT5E>

Ersetzen durch: Erstens hat der Bund der Bund in den letzten Jahren aufgrund der Rechtsbürgerlichen Austeritätspolitik Milliarden Überschüsse erzielt, alleine seit 2010 über 20 Milliarden. Allerspätestens jetzt muss das verfügbare Geld ausgegeben werden.

***Begründung:** Die Überschüsse der letzten Jahre sind nicht auf "Sparen in guten Zeiten" zurückzuführen, sondern darauf, dass die Rechtsbürgerlichen längt nötige Ausgaben nicht tätigen wollten. Wenn die SP hier von "gespart" spricht, übernimmt sie direkt das Narrativ eben jener politischen Kräfte, welche dafür verantwortlich sind, dass die Schweiz zu wenig Geld in die Krisenvorbereitung, in die Bekämpfung der Klimakrise und in die öffentlichen Dienste investiert hat, um nur einige zu nennen.*

***Recommandation du Comité directeur :** acceptation moyennant quelques modifications. « Premièrement, la Confédération a dégagé des milliards d'excédents ces dernières années, dont plus de 20 milliards rien que depuis 2010. C'est maintenant, sans attendre un jour de plus, que l'argent disponible doit être dépensé. »*

***Motif invoqué par le Comité directeur:** nous ne devrions pas apporter de l'eau au moulin du discours bourgeois, selon lequel seules les politiques d'austérité peuvent conduire à des excédents. Dans le budget fédéral, des recettes supplémentaires non prévues ont conduit aux excédents de ces dernières années. Mais surtout, les gouvernements cantonaux (par exemple BS, VD) ou les conseils communaux (par exemple Zurich) à majorité de gauche prouvent que politique de gauche et finances publiques saines ne sont pas contradictoires – au contraire.*

Par conséquent, le PS exige ceci : La Suisse doit mettre à disposition autant d'argent que nécessaire pour indemniser toutes les personnes et entreprises touchées par la crise du coronavirus qui sont tombées dans des difficultés financières sans que ce soit dû à une faute de leur part, de telle sorte que les revenus et les emplois soient préservés et que l'économie soit stabilisée.

- 1) **L'augmentation de l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail** pour les salaires les plus bas était une première étape. Pour maintenir le pouvoir d'achat, **tous les salaires jusqu'au salaire médian** doivent être compensés **à hauteur de 100 % en cas de réduction de l'horaire de travail**.
- 2) Dans le cas de **l'assurance-chômage (AC)**, **les mesures répressives doivent être suspendues jusqu'à la fin de la crise**. Pour beaucoup de personnes touchées – dans le secteur culturel, par exemple –, la recherche d'un nouvel emploi est sans espoir tant que la crise se prolonge.
- 3) Pour les entreprises gravement touchées, les aides pour les cas de rigueur et les crédits Covid doivent être convertis en **contributions à fonds perdu pour tous les coûts fixes non couverts**. L'objectif doit être de prévenir les faillites et le chômage.

- 4) Les personnes et les familles disposant de peu d'argent sont particulièrement touchées par la crise. Le PS demande donc le **versement (direct) d'une aide financière unique aux personnes et aux ménages en situation financière précaire**.
- 5) À la suite de l'échec du compromis sur les loyers au Conseil national, le PS va chercher **une solution au niveau cantonal pour la prise en charge des frais de loyer des commerces**. Ce modèle est le « modèle de Bâle » (un tiers du loyer payé par le locataire, un tiers par le propriétaire et un tiers par l'État). Cela pour les situations où l'aide directe (réglementation applicable aux cas de rigueur) n'est pas étendue à la compensation des coûts fixes non couverts.

A-10: Nicola Siegrist (Comité directeur), Ronja Jansen (vice-présidente), Muriel Günther (Comité directeur), Fabio Oberle (JS), Nadia Kuhn (JS), Julia Baumgartner (JS), Darius Boozarjomehri (JS), Mathilde Mottet (CoCo), Hannah Pfalzgraf (JS), Andrea Simonett (JS)

***Demande :** compléter la revendication 5 (« Compromis sur les loyers »)*

Toutefois, le PS n'approuvera le « modèle de Bâle » que si le financement de ce soutien est assuré par l'intermédiaire d'une taxe immobilière ou d'un impôt sur la fortune.

***Exposé des motifs :** Le PS se bat effectivement pour que les petites entreprises soient soulagées d'une partie de leurs loyers. Cependant, le « modèle de Bâle » équivaut à une subvention directe par l'État de l'industrie immobilière. Ce secteur est l'un des seuls qui arrive à tirer profit de cette crise et à dégager des marges élevées. En tant que socialistes, nous ne pouvons accepter une telle solution que si l'argent nécessaire est simultanément prélevé là où des milliards de gains ont été réalisés pendant des années, à savoir dans l'industrie immobilière elle-même ou chez les super-riches.*

***Recommandation du Comité directeur:** acceptation moyennant quelques modifications. « Le PS va s'investir pour que le financement de cette aide soit garanti via une taxe foncière ou un impôt sur les riches. »*

***Motif invoqué par le Comité directeur :** la formulation de la requête est trop péremptoire. Si nous conditionnons notre soutien au « modèle de Bâle » à des conditions aussi strictes, nous risquons de faire échouer ce modèle et, par voie de conséquence, de provoquer des milliers de faillites et de pertes d'emplois. Le camp bourgeois a en effet suffisamment démontré qu'il n'avait pas peur de laisser tomber les « petits » pour assurer les profits des « grands ». Voilà pourquoi il est juste de se battre pour obtenir un financement par ceux qui tirent des bénéfices de cette crise. Mais nous ne devrions pas impérativement faire dépendre de ces conditions notre soutien aux personnes touchées.*

- 6) Les coûts de location déjà élevés constituent un problème aussi pour les particuliers. Lorsque la crise du coronavirus provoque une baisse des revenus, ce problème prend de l'ampleur. **Le PS soutient donc l'élargissement de la protection des locataires aux particuliers.** Cette mesure vise à rendre plus difficile la résiliation des baux en raison d'arriérés de loyer.
- 7) Il faut **étendre les prestations transitoires approuvées par le Parlement en 2020** aux personnes qui perdent leur emploi peu avant l'âge de la retraite. En particulier, le seuil d'âge de 60 ans pour le droit aux prestations transitoires doit être abaissé.
- 8) La crise du coronavirus peut compliquer l'entrée des jeunes sur le marché du travail. Afin d'éviter une augmentation du chômage des jeunes, la Suisse doit créer une **garantie d'emploi pour les jeunes** analogue à celle de l'UE. La « Garantie européenne pour la jeunesse » a permis de réduire considérablement le chômage des jeunes dans l'UE au cours des cinq dernières années.

A-11: Nicola Siegrist (Geschäftsleitung), Ronja Jansen (Vizepräsidium), Muriel Günther (Geschäftsleitung), Fabio Oberle (JUSO), Nadia Kuhn (JUSO), Julia Baumgartner (JUSO), Darius Boozarjomehri (JUSO), Mathilde Mottet (KoKo), Hannah Pfalzgraf (JUSO), Andrea Simonett (JUSO)

Forderung: ersetzen bei Forderung 8 („Jobgarantie für Junge“):

Streichen: Die Corona-Krise kann jungen Menschen den Einstieg ins Berufsleben erschweren. Um einen Anstieg der Jugendarbeitslosigkeit zu verhindern, soll die Schweiz eine Jobgarantie für Junge analog zur EU schaffen. Die «EU-Jugendgarantie» hat die Jugendarbeitslosigkeit in der EU in den letzten fünf Jahren deutlich reduziert.

Ersetzen durch: Die Corona-Krise führt trotz Kurzarbeit zur Entlassung von Zehntausenden von Lohnabhängigen. Um einen weiteren Anstieg der Arbeitslosigkeit zu verhindern, soll die Schweiz eine Jobgarantie schaffen, welche allen Menschen eine würdige & sinnvolle Arbeit bei der öffentlichen Hand garantiert. Spezifisch für junge Menschen kann die „EU-Jugendgarantie“ als Vorbild dienen.

Begründung: *Von Entlassungen und fehlenden Jobmöglichkeiten sind nicht nur junge Menschen betroffen, sondern die ganze Bevölkerung. Es ergibt keinen Sinn, weshalb die SP lediglich für junge Menschen eine Jobgarantie fordern soll. Die stets drohende Arbeitslosigkeit hängt als Damoklesschwert über allen Lohnabhängigen und dient lediglich den Besitzenden. Eine öffentliche Jobgarantie nähme den Besitzenden diesen Trumpf und würde die 99% kurzfristig vom ökonomischen Zwang befreien. Sollte eine Jobgarantie für Junge mehrheitsfähig sein, kann dies trotzdem aus diesem Papier abgeleitet werden.*

Recommandation du Comité directeur: *Rejet et modification de la formulation originale : « Garantie pour les jeunes » au lieu de « Garantie d'emploi pour les jeunes ».*

Motif invoqué par le Comité directeur : la revendication 8 concerne très spécifiquement les jeunes qui ne peuvent pas trouver de place d'apprentissage, de stage ou de premier emploi en raison de la crise du coronavirus. Il ne s'agit donc pas de « sauver » les emplois existants pendant la crise et de garantir les revenus. Tel est le sens des revendications 1 à 7 de ce chapitre.

Toutefois, le Comité directeur est d'accord avec les proposant-e-s pour dire que le concept de « garantie d'emploi » mérite une discussion plus approfondie. Cela doit se faire dans le cadre de l'assurance générale du revenu (AGR) et du revenu de base inconditionnel (RBI). Une nouvelle initiative populaire sur le RBI est prévue, de sorte que le PS devra de toute façon clarifier sa position lors d'une Assemblée des délégué-e-s ou d'un Congrès. Le Comité directeur propose de tenir la discussion approfondie à cette occasion.

- 9) La **transformation de l'assurance-chômage (AC) en une assurance générale du revenu (AGR)** doit être sérieusement envisagée. Outre le fait de fournir des prestations de remplacement en cas de chômage, l'AGR a également pour objectif de permettre et de soutenir la reconversion et la formation continue.

3. SERVICE PUBLIC : LA CRISE MET AU GRAND JOUR LA VALEUR DU SERVICE PUBLIC

L'« importance systémique » est un concept important dans le contexte de la crise liée au coronavirus. L'immobilisation soudaine du pays, en mars dernier, a montré quelles professions étaient indispensables au fonctionnement de notre société. Infirmières, médecins, postiers, nettoyeurs de rues, chauffeurs de bus, caissières de supermarché et bien d'autres encore – toutes et tous ont dû continuer de se présenter sur leur lieu de travail malgré le lockdown, souvent dans des conditions précaires. Les applaudissements qui leur ont été adressés depuis les balcons ne suffisent cependant pas.

Nombre de ces professions ont une chose en commun : elles ne sont pas bien rémunérées et les conditions de travail y sont mauvaises. Une amélioration est nécessaire de toute urgence. Non seulement par gratitude, mais aussi pour que notre société soit préparée à la prochaine crise. Car si les salaires et les conditions de travail ne s'améliorent pas rapidement, en particulier dans le secteur de la santé, des départs en masse sont à craindre. Et le retour de manivelle interviendrait au plus tard lors de la prochaine crise sanitaire.

Dans le contexte du lockdown, la garde d'enfants a elle aussi été soudainement reconnue comme étant d'importance systémique. Une autre branche avec de faibles salaires et de mauvaises conditions de travail. Et ce n'est pas une coïncidence si, dans ce secteur également, la proportion de femmes est élevée. Le PS demande depuis longtemps que les crèches fassent partie du service public. La crise du coronavirus a une fois de plus mis en lumière l'urgence de cette revendication. Tout comme les écoles obligatoires, les crèches doivent être proposées et financées par les pouvoirs publics (le secteur public). Cela per-

mettrait de réduire les coûts élevés de la garde d'enfants pour les parents. Et les employé-e-s des crèches recevraient enfin un salaire décent.

Pendant la crise, l'État a démontré sa capacité d'action. Les carences constatées avant et pendant la deuxième vague n'y changent rien non plus. Un constat vaut aussi bien en Suisse qu'à l'échelle internationale : chaque fois que la situation devient grave, l'État doit intervenir. Ce n'est pas la « main invisible » du marché qui apporte sécurité et qui guide en temps de crise, mais les autorités publiques démocratiquement légitimées.

Le développement de vaccins contre le coronavirus est un parfait exemple de la supériorité de la coopération et de la solidarité sur la concurrence et le capitalisme. Il n'a été possible de développer des vaccins prêts à l'emploi en moins d'un an que parce que les pays et les organisations ont investi des milliards dans la recherche, parce qu'ils ont obligé les entreprises pharmaceutiques à coopérer et parce que les résultats de la recherche ont été partagés ouvertement. En résumé : une fois n'est pas coutume, la communauté mondiale a agi de manière solidaire pendant la crise et cela a porté ses fruits. Toutefois, cette solidarité doit également être à l'œuvre dans la distribution des vaccins. Le nationalisme vaccinal perceptible dans les pays riches du Nord est inhumain et entrave l'efficacité de la lutte contre la pandémie.

Par conséquent, le PS exige ceci : l'infrastructure publique est d'importance systémique et fait donc partie du service public. Cela inclut aussi des domaines qui, aujourd'hui, ne sont pas encore reconnus comme un service public, comme la prise en charge d'enfants.

- 1) **Les salaires et les conditions de travail dans le secteur de la santé doivent être améliorés rapidement.** Par ailleurs, les collaborateurs/trices du secteur de la santé doivent recevoir une prime unique pour le travail effectué pendant la crise du coronavirus.

A-12 : Parti socialiste neuchâtelois

Demande : ajouter après « Les salaires et les conditions de travail dans le secteur de la santé doivent être améliorés rapidement »

Les dotations des institutions de santé doivent être augmentées, non seulement en moyens financiers et en matériel, mais via des efforts significatifs de formation de la relève et de la formation continue.

Exposé des motifs : Dans les cantons, des efforts colossaux ont été fournis par le personnel de soin, notamment dans les EMS. Si une augmentation de leurs moyens financiers et de leur matériel est nécessaire pour soutenir leurs efforts, il est également important d'améliorer les offres de formation pour une relève de qualité ainsi que les possibilités de formation continue.

Recommandation du Comité directeur : Acceptation.

- 2) **La garde d'enfants est un service public.** Les crèches, comme les jardins d'enfants et les écoles, doivent être des services proposés gratuitement par le secteur public et financés par l'argent des contribuables.
- 3) Le PS demande un **moratoire sur le démantèlement du service public et, parallèlement, un moratoire sur la réduction de l'impôt sur les bénéfices.** Les salaires et les conditions de travail dans le secteur public ne doivent pas subir de détérioration, même au niveau cantonal. Au contraire : des améliorations sont nécessaires pour le personnel des secteurs qui sont également d'importance systémique et qui ne sont pas entre les mains du secteur public (logistique, transport, services postaux, etc.).

A-13: Nicola Siegrist (Geschäftsleitung), Ronja Jansen (Vizepräsidium), Muriel Günther (Geschäftsleitung), Fabio Oberle (JUSO), Nadia Kuhn (JUSO), Julia Baumgartner (JUSO), Darius Boozarjomehri (JUSO), Mathilde Mottet (KoKo), Hannah Pfalzgraf (JUSO), Andrea Simonett (JUSO)

Forderung: Ergänzung bei Forderung 3 („Moratorium für die Senkung von Gewinnsteuern“):

Die SP fordert ein Abbaumoratorium beim Service public und parallel dazu ein Moratorium für die Senkung von Gewinnsteuern und jeglichen weiteren Steuersenkungen, von welchen vor allem die Besitzenden und Vermögenden profitieren.

Begründung: Die Senkung der Gewinnsteuern ist die absurdeste aller Forderungen nach Steuergeschenken der Rechtsbürgerlichen. Das heisst nicht, dass die anderen Formen, wie Kapitaleinkommenssteuern oder Vermögenssteuern, vor den politischen Mehrheit verschont werden müssen. Die Linke muss klarmachen, dass die neoliberale Schockstrategie dieses Mal keine Chance haben wird.

Recommandation du Comité directeur : Acceptation.

- 4) **Le contrôle de la structure de propriété de l'infrastructure publique** est du ressort de l'État. Cela s'applique également aux secteurs aujourd'hui privés ou partiellement privés qui sont dans les faits subventionnés par le secteur public, par exemple les aéroports.
- 5) Les vaccins contre le coronavirus n'ont pu être développés et approuvés aussi rapidement que grâce à la coopération et au financement étatique. Ils ne doivent pas devenir des poules aux œufs d'or pour les entreprises pharmaceutiques privées. Par conséquent, la **protection par brevet des vaccins contre le coronavirus** devrait être **suspendue pendant toute la durée de la pandémie**, également afin d'accélérer la production des vaccins et de les rendre moins chers.

- 6) Les caisses d'assurance-maladie ont accumulé des réserves de près de 10 milliards de francs. Ces réserves étaient censées être constituées en prévision des pandémies, mais il s'avère maintenant qu'elles ne sont pas nécessaires. **Le PS demande que ces réserves – dont le montant atteint des milliards – soient redistribuées à celles et ceux qui paient des primes.**
- 7) Les médias sont eux aussi d'importance systémique et ont reçu à juste titre un soutien de l'État. Le **soutien public au journalisme et aux médias**, comme le PS le demande depuis des années, est nécessaire de toute urgence si l'on veut éviter que la diversité des médias ne continue de décliner.

A-14: SP Frauen * Schweiz

Forderung: Ergänzung um Forderung (Forderung 8)

8. Negative Auswirkungen von Fernunterricht sind zu kompensieren.

Begründung: Schulschliessungen können einen Beitrag zur Einschränkung der Pandemie leisten. Der Unterricht wird von der Schule nach Hause verlegt und es findet Fernunterricht statt. Dadurch sinkt etwa die Mobilität um 20 Prozent wie die ETH Zürich berechnet hat.

Es gibt jedoch auch negative Auswirkungen: Eine vom Eidgenössischen Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann in Auftrag gegebene Studie gibt Antworten auf die Frage, wie sich die Arbeitsbelastung der Schweizer Bevölkerung während der Covid-19-Pandemie verändert hat. Die Befunde zeigen: Die zusätzlichen Betreuungspflichten aus Fernunterricht und die Einschränkung der familienexternen Kinderbetreuungsmöglichkeiten ging bei den Befragten zu Lasten der Arbeitskapazität. Berufstätige Frauen waren davon stärker betroffen als berufstätige Männer. Diese Lastenverschiebung – eine staatliche Aufgabe wird unentgeltlich von Eltern übernommen – ist geeignet zu kompensieren z.B. über Steuergutschriften oder durch Betreuungsgutschriften in der AHV.

Ebenfalls zu kompensieren sind aus dem Fernunterricht resultierende negative Auswirkungen auf die Chancengleichheit. Denn es ist davon auszugehen, dass sozial benachteiligte Kinder durch den Fernunterricht schulisch abgehängt werden, was entsprechende Spätfolgen mit sich bringen kann. Deshalb bitten wir die Delegiertenversammlung die Forderung nach Kompensation der Auswirkungen des Fernunterrichts zu unterstützen.

Recommandation du Comité directeur: acceptation moyennant quelques modifications. « Le fonctionnement de l'école doit être assuré sans que l'école elle-même devienne un lieu de contagion. En cas de passage à l'enseignement à distance, il faut donc mettre en place des mesures d'accompagnement et des scénarios visant à garantir le droit à la formation. La fermeture de toutes les écoles ou l'interdiction de l'enseignement en présentiel ne doit être qu'un tout dernier recours. »

Motif invoqué par le Comité directeur : lors de l'AD d'aujourd'hui, le Comité directeur va également présenter une résolution à propos de la situation sur le front du coronavirus dans les écoles. Cette résolution précise les revendications du PS pour le fonctionnement des écoles en temps de coronavirus. La formulation proposée est directement tirée de cette résolution.

4. INSTITUTIONS POLITIQUES : IL FAUT DE NOUVEAU DES RÈGLES QUI PUISSENT ÊTRE COMPRISES, ACCEPTÉES ET SUIVIES

La pandémie du coronavirus a ébranlé les certitudes et généré de l'insécurité. Même si, heureusement, les vaccinations ont pu commencer dès la fin de l'année 2020, la pandémie va encore déterminer le cours de notre vie quotidienne pendant des mois, voire des années. Il faut donc des règles fiables visant à réduire l'incertitude. Des règles qui puissent être comprises, acceptées et suivies par la population.

À l'occasion d'une conférence de presse, le 24 novembre 2020², le PS a appelé à l'instauration d'un système d'alerte précoce sous la forme d'un « système de feux de signalisation ». Celui-ci prévoit des niveaux (paliers) objectifs et quantifiables d'après lesquels les mesures sont déclenchées. En outre, les mesures doivent être aussi uniformes que possible. Depuis lors, de premières mesures ont été prises dans ce sens. Le 8 décembre, le Conseil fédéral a annoncé des règles plus strictes et uniformes au niveau national et a décidé, le 18 décembre, d'adopter un système à plusieurs niveaux.

Le PS exige que ce système à plusieurs niveaux (ou paliers) soit maintenu et développé jusqu'à la fin de la crise. Le système décisionnel doit être transparent et cohérent, avec des critères de déclenchement des mesures scientifiquement fondés et constants, tant verticalement (coordination entre la Confédération et les cantons) qu'horizontalement (coordination entre les cantons). Les différenciations régionales ne sont également autorisées que sur la base de critères transparents et objectifs et non sur la base d'évaluations subjectives.

Ces règles et critères clairs sont nécessaires pour redonner à la population et aux entreprises un minimum de sécurité en matière de planification. Un système à plusieurs niveaux et basé sur des règles sera également utile au cours de la phase des assouplissements, afin que ceux-ci soient décrétés sur la base de données empiriques et non, comme au printemps, arbitrairement sous la pression des différents lobbies et intérêts particuliers.

Pour le PS, il va également de soi que le Conseil fédéral doit assumer sa responsabilité de timonier jusqu'à la fin de la crise du coronavirus. La question de savoir s'il est nécessaire que l'on vive pour cela une « situation extraordinaire » est finalement secondaire. Il est beaucoup plus important que le Conseil fédéral soit de nouveau disposé à diriger et, si nécessaire, à passer outre la volonté des cantons. En prévision, notamment, de la phase des assouplissements, il serait fatal qu'un nouveau patchwork fédéraliste se développe en Suisse.

Par conséquent, le PS exige ceci : **jusqu'à la fin de la crise du coronavirus, le Conseil fédéral doit reprendre sa responsabilité de timonier et faire appliquer des mesures uniformes, scientifiquement fondées et compréhensibles dans tout le pays.**

Les documents relatifs à la conférence de presse du 24 novembre 2020 sont disponibles ici : <https://www.sp-ps.ch/fr/publications/communiqués-de-presse/le-ps-veut-une-strategie-globale-pour-combattre-la-crise-du>

1. La Suisse devrait introduire un **système de mesures à plusieurs niveaux (ou paliers), transparent et cohérent, fondé sur des critères**, et le maintenir jusqu'à la fin de la crise (« système de feux de signalisation »).
2. Le système de mesures doit être **fondé sur des preuves et reposer sur des critères scientifiques solides et quantifiables**.
3. **Les lockdowns ne doivent être décrétés que si les critères définis sont remplis**. Et pas arbitrairement sous la pression des lobbies et des partis politiques.
4. En temps de crise, une communication unifiée et cohérente est cruciale, comme cela a été démontré au printemps. **La responsabilité de l'information de la population devrait de nouveau incomber en premier lieu à la Confédération et au Conseil fédéral**.
5. La crise du coronavirus a révélé les limites et les faiblesses du fédéralisme. Une fois la crise surmontée, il faudra avoir une **discussion sur le fédéralisme au 21^e siècle**. Ici, il ne s'agit pas de préserver des structures par nostalgie, mais de se demander comment nos institutions devraient être conçues pour que chaque niveau étatique puisse remplir au mieux les tâches qui lui correspondent.

A-15 : Parti socialiste neuchâtelois

***Demande :** Compléter « Ici, il ne s'agit pas de préserver des structures par nostalgie, mais de se demander comment nos institutions devraient être conçues pour que chaque niveau étatique puisse remplir au mieux les tâches qui lui correspondent. » par De ce point de vue, un regard critique sur le pilotage politique - respectivement l'affaiblissement du pouvoir politique - instauré par la LAMal s'impose.*

***Exposé des motifs :** En invitant à affaiblir les prérogatives des cantons, la critique du fédéralisme risque d'anéantir les derniers bastions dans lesquels l'idée d'un service public de santé peut encore être défendue. De fait, si les cantons ont été incapables de coordonner leurs actions, c'est que, jetés en concurrence les uns contre les autres par la LAMal en temps normaux, ils ne disposent ni des organes, ni des ressources, ni surtout des pratiques de coordination nécessaires. La LAMal, en dépassant très largement le cadre d'une législation d'assurance sociale, est devenue progressivement une loi d'organisation du système de santé. Or, ce mandat relève de la compétence des cantons selon la Constitution, de sorte qu'il n'existe plus de véritable organe politique de régulation du système : les cantons sont devenus des organes d'exécution et bien des compétences découlant de la LAMal sont confiées aux assurances, lesquelles ne rendent pas de compte et n'ont aucune légitimité à prendre des décisions. La crise doit être l'occasion de critiquer et de remettre en question ce hold-up que le Parlement a progressivement organisé sur les compétences politiques à la faveur des assurances pour l'organisation du système de santé.*

***Recommandation du Comité directeur :** Acceptation.*

PERSPECTIVES : IDENTIFIER ET ÉLIMINER LES CAUSES SYSTÉMIQUES DE LA CRISE

Aujourd'hui, nous sommes encore en plein mode de gestion de crise. L'horizon temporel du présent document est donc délibérément court : comment allons-nous traverser et surmonter les six prochains mois ? Comment allons-nous pouvoir réduire le nombre de malades et de mort-e-s ? Comment faire pour garantir la viabilité et la survie du plus grand nombre possible d'emplois et d'entreprises et pour assurer les revenus ? Nous espérons avoir pu apporter des réponses à ces questions.

Bien sûr, de nombreuses autres questions plus profondes sur les causes et les conséquences de la crise du coronavirus restent sans réponse dans le présent document. Inégalité, redistribution, égalité des sexes, financement solidaire de la crise, stimulation de la conjoncture, mondialisation, revalorisation des soins, financement et organisation du système de santé, rôle de l'industrie pharmaceutique, démocratie résiliente en temps de crise... autant de sujets qui méritent une réflexion approfondie.

A-16: Renato Werndli, Karin Hasler, Monika Gähwiler, Brigitta Kuratli, Max Lemmenmeier, Andrea Scheck, Eva Keller

Forderung: *Ergänzung*

Nach „krisenfeste Demokratie“ beantragen wir mit Komma abgetrennt den Zusatz: „Verhinderung von Zoonosen durch Propagierung des Verzichts auf Tierprodukte“. Grund: Corona ist wie 75% aller Epidemien eine vom Tier übertragene sogenannte Zoonose. Andere prominente Beispiele sind HIV, SARS, MERS, Ebola, Salmonellen, Vogelgrippe, Schweinegrippe. Diese könnten wir verhindern, wenn wir Tiere nicht als eigentliche Produktionsmaschinen in Märkten, Ställen und Schlachthäusern missbrauchen würden. Denn erst die dadurch verursachte Nähe ermöglicht eine Ansteckung. Tierprodukte führen also nicht nur zu viel Leid bei den dafür getöteten Tieren sondern auch bei uns Menschen. Ein weiterer Grund, auf solche Produkte zu verzichten, da wir bestens ohne sie leben können.“

Begründung: *Unseres Erachtens fehlt die Hauptursache, die eben wichtig wäre um langfristig die Pandemien ursächlich anzugehen und entsprechende Forderungen zu stellen.*

Recommandation du Comité directeur: *acceptation moyennant quelques modifications. « Prévenir les maladies zoonotiques en réduisant la consommation de produits animaux et en améliorant l'élevage. »*

Motif invoqué par le Comité directeur : *une renonciation généralisée aux produits animaux va trop loin. Le PS n'édicte pas de prescriptions alimentaires. Plutôt, il se concentre sur l'amélioration des conditions de vie et de production.*

En outre, le Comité directeur doute que les origines de la pandémie de coronavirus soient en fait à rechercher directement et exclusivement dans l'élevage industriel. Les preuves scientifiques n'appuient ce compte rendu que dans une mesure très limitée.

En guise de préparation à l'Assemblée des délégué-e-s du 8 mai 2021, le PS va présenter des demandes. Un accueil positif de celles-ci permettrait de résoudre la crise en la finançant sur une base solidaire et d'en faire sortir l'économie plus durablement et plus démocratiquement. Le financement de la crise, en particulier, est tout sauf une question technocratique mineure. Si, lors de la crise liée au coronavirus, les 300 personnes les plus riches de Suisse deviennent encore plus riches, alors que, dans le même temps, des centaines de milliers de personnes craignent pour leur existence et n'ont pas de revenus, on peut craindre le surgissement, après la crise sanitaire, d'une crise sociale d'une énorme puissance explosive. Une chose est donc claire aujourd'hui déjà : la crise doit être financée par celles et ceux qui en ont bénéficié et par celles et ceux qui ont toujours été « déchargés » ces dernières années, à savoir les entreprises, les propriétaires de capitaux, les riches. Le PS rejette toute augmentation des impôts sur le revenu du travail ou des taxes à la consommation (taxe sur la valeur ajoutée) pour financer la crise.

Lors du Congrès du parti, le 31 août 2021, il est prévu de tenir un débat de fond sur les leçons que la Suisse doit tirer de la crise du coronavirus. Une question clé sera celle de savoir comment nous pouvons mettre à profit les enseignements tirés de la crise du coronavirus pour lutter contre la crise climatique. Car la pandémie a prouvé une chose : en cas d'urgence, les gouvernements, les entreprises et les sociétés peuvent agir très rapidement et très efficacement. La crise climatique est elle aussi d'une brûlante actualité et nécessite elle aussi une action décisive.

A-17: Parti socialiste neuchâtelois

Demande : *Ajouter un cinquième chapitre sur la culture, après le chapitre « Institutions publiques »*

5. Culture : pour des indemnisations réelles et une véritable reconnaissance des métiers de la culture

Le secteur culturel fonctionne en écosystème. Ainsi, la moindre variation d'une de ses composantes affecte l'entiers du secteur. Les arrêts du secteur décidés par les autorités sont comme un coup de gel : ils créent des problèmes à moyen terme (saturation des lieux de diffusion à cause des reports de programmation, fragilisation voire faillite d'évènements faute de trésorerie – les festivals dépendent beaucoup des produits permis par leur tenue, abandon du métier par nécessité de survie économique et pertes des savoir-faire, etc.).

La culture joue un rôle essentiel tant pour le développement individuel que pour la cohésion sociale. Elle réunit par-delà les différences sociales, politiques, philosophiques ou religieuses. Elle contribue ainsi à façonner notre identité commune, à rendre sensible notre appartenance à une même société. Elle représente également un secteur économique non-négligeable, avec près de 300'000 emplois liés et générant une part d'environ 3% du PIB.

Les conséquences des arrêts du secteur ont mis en lumière la précarité généralisée des travailleuses et travailleurs de la culture. Cette précarité est le fruit d'une non-prise en compte depuis des années des spécificités de ces métiers, qui ne peuvent pas être productifs en permanence. Pour créer, il faut de l'inspiration, des re-

cherches et un temps de production de l'œuvre avant de pouvoir la diffuser et la montrer à un public. L'absence de prise en compte de cet élément fondamental conduit les travailleuses et travailleurs du domaine dans une précarité face aux assurances sociales et à des perspectives de retraites faméliques.

Dans le cas plus particulier de la crise, cette méconnaissance des modes de production conduit à l'inadéquation des mesures d'indemnisation, qui ont été pensées pour des modèles de production standards et non pour répondre à la situation réelle du secteur culturel. Les aides ne feront d'ailleurs pas tout et il faut que les pouvoirs publics débloquent les moyens nécessaires pour permettre aux professionnels du secteur de travailler à défaut de pouvoir diffuser leurs œuvres.

Par conséquent, le PS exige ceci : que les indemnisations qui soient à la hauteur des pertes subies et qu'elles prennent en compte la diversité des modèles économiques de la culture. Et que la Confédération accorde une véritable reconnaissance aux travailleuses et aux travailleurs de la culture de notre pays.

1. **Reconnaître juridiquement et administrativement le statut spécifique des travailleur·euse·s culturel·le·s** au niveau fédéral.
2. Les indemnités de perte financières doivent **couvrir 100 % de la perte reconnue** (au lieu de seulement 80 %) pour toutes les entreprises culturelles et les acteurs culturels.
3. **Développer les soutiens financiers à la recherche artistique**, afin que les travailleur·euse·s culturel·le·s puissent continuer à travailler en dehors de la diffusion des œuvres
4. **Simplifier et accélérer les démarches administratives** nécessaires pour l'obtention des indemnités financières et s'assurer qu'elles correspondent aux réalités du terrain
5. **Revoir le mode de calcul des indemnités APG** afin de garantir aux indépendant·e·s des revenus décents
6. **Rallonger la durée des délais-cadres et indemnités chômage**, pour prendre en compte la deuxième fermeture des lieux culturels, qui dure depuis bientôt 4 mois

Exposé des motifs : Les raisons de cette demande sont contenues dans la demande elle-même. Si cela est possible, un développement oral sera fait durant l'AD.

Recommandation du Comité directeur: acceptation moyennant quelques modifications :

- Une section sur la culture est insérée dans le chapitre 2, intitulé « Économie et travail ».
- Les demandes 1 et 4 sont acceptées et vont être intégrées dans le chapitre 2.
- La revendication 3 est incluse sous une forme modifiée : « Le PS soutient la mise en place d'un système de sécurisation des moyens d'existence pour les travailleurs/euses culturel·le·s sur le modèle du canton de Zurich. »
- Les demandes 2, 5 et 6 sont déjà intégrées dans le chapitre « Économie et travail ».

Motif invoqué par le Comité directeur : la requête est tout à fait justifiée quant à son contenu. Les travailleurs/euses culturel-le-s souffrent beaucoup de la crise du coronavirus et ont besoin de soutien. Cependant, le PS a toujours attaché de l'importance – également dans le présent document – au fait de ne pas créer de solutions sectorielles isolées, mais de garantir un soutien à toutes les personnes concernées, indépendamment du secteur et des cas individuels. Nous voulons sortir de la logique des cas de rigueur et de l'examen au cas par cas. C'est pourquoi un chapitre séparé sur une branche spécifique serait quelque peu en contradiction avec notre ligne de pensée. Ainsi, à titre de compromis, le Comité directeur propose d'intégrer les revendications tout à fait légitimes des travailleurs/euses culturel-le-s dans le chapitre « Économie et travail ».

A-18 : Parti socialiste neuchâtelois

Amendement au chapitre ou à la requête : Résumé du papier

Demande : Ajouter un point « Culture » après le point « Institutions politiques »

Culture : le secteur culturel a été durement frappé par les arrêts de son activité décidés par les autorités. Ces arrêts ont également des conséquences dans la durée, puisque c'est toute la chaîne de production qui a été perturbée par la fermeture des lieux culturels, qui assurent la diffusion des œuvres. Cette crise met en lumière la précarité des métiers de la culture, qui sont souvent méconnus et peu reconnus par les autorités. Cette précarité est exacerbée par les arrêts à répétition et la partielle inadéquation des indemnités mises en place, à tel point qu'on observe déjà l'abandon de leurs métiers par nombre d'actrices et acteurs culturels. Il faut non seulement des indemnités appropriées à la diversité des modèles économiques ayant cours dans le secteur culturel, mais aussi une véritable reconnaissance des travailleurs et travailleuses de la culture et des spécificités de leurs métiers.

Recommandation du Comité directeur: acceptation moyennant quelques modifications. Par analogie avec A-17, une référence à la culture est insérée dans la section « Économie et travail ».

Motif invoqué par le Comité directeur : voir A-17